

ÉTUDES

1. LA RENTABILITÉ DES GRANDES BANQUES INTERNATIONALES EN 2000 ET AU PREMIER SEMESTRE 2001

Cette étude est réalisée à partir de l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires dans chacun des huit pays suivants : Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le critère de sélection retenu est le niveau des fonds propres de base, au sens de l'accord de Bâle de 1988. Les données comptables sont regroupées en agrégats homogènes, puis exploitées sous la forme de soldes intermédiaires de gestion et de ratios de rentabilité. La méthodologie est présentée en annexe 1, tandis qu'un tableau de synthèse des résultats figure en annexe 2.

En 2000, les grandes banques internationales ont bénéficié d'un environnement économique porteur en dépit d'incertitudes grandissantes et de la baisse des marchés boursiers en fin d'exercice. En effet, à l'exception des banques japonaises toujours en proie à de sérieuses difficultés et des banques américaines confrontées au ralentissement économique en fin d'année, les grandes banques internationales ont enregistré des résultats de nouveau en hausse.

De fait, des différences demeurent d'un pays à l'autre quant aux facteurs explicatifs des évolutions observées. Ces disparités sont liées à la structure des systèmes bancaires mais aussi au contexte macro-économique, parfois spécifique, de chacun des pays. À cet égard, la situation du Japon est apparue comme atypique.

Concernant l'exercice 2001, des résultats semestriels contrastés ont été annoncés alors que de multiples incertitudes pèsent sur l'économie mondiale. Les événements subis à l'automne par les États-Unis hypothèquent un peu plus les chances de reprise. Les marchés boursiers, extrêmement volatils depuis plusieurs mois, ont enregistré de nouveaux replis. La réaction des agents économiques, dans un contexte émotionnel et psychologique particulier, sera déterminante. En tout état de cause, les conséquences immédiates se font déjà sentir, notamment sur les secteurs de l'aéronautique, de l'assurance et des loisirs. À court terme et notamment au second semestre, la situation ne devrait pas se redresser. Si les activités de banques commerciales pourraient être relativement préservées (en dépit des inquiétudes sur l'évolution de la consommation et de l'investissement), les activités de banque d'investissement devraient subir une nouvelle dégradation.

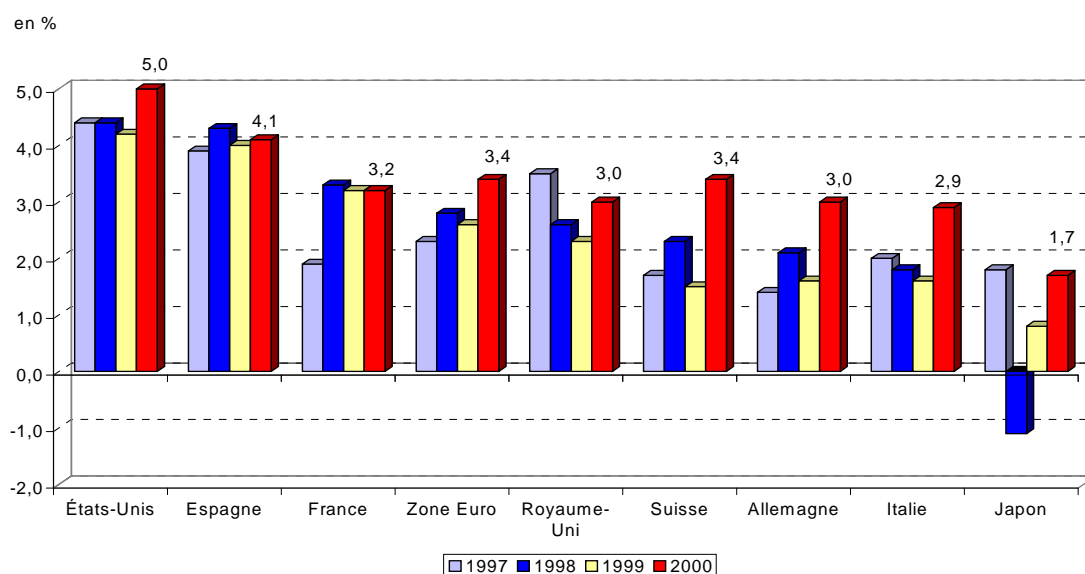
1.1. EN DEPIT D'UN MOUVEMENT DE CONVERGENCE, LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LA STRUCTURE DE CHACUN DES SYSTEMES BANCAIRES CONTINUENT A PRESENTER DES SPECIFICITES

1.1.1. L'environnement économique et financier très porteur en début d'exercice s'est progressivement dégradé à partir des États-Unis

1.1.1.1. La croissance économique, très vigoureuse au premier semestre, a ralenti en fin d'année

Sur l'ensemble de l'année 2000, la croissance est apparue dynamique, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Seule l'économie japonaise s'est démarquée par la faiblesse de son activité malgré une légère reprise. En revanche, les évolutions infra annuelles ont été assez disparates avec un premier semestre très favorable, la seconde partie de l'année ayant en revanche donné des signes majeurs de ralentissement. Les États-Unis ont été particulièrement affectés par cette évolution, l'Europe conservant une croissance soutenue jusqu'à la fin de la période.

Évolution de la croissance du PIB



On distingue globalement quatre grandes zones :

- celle dans laquelle la croissance est restée forte tout au long de l'année, soutenue par le dynamisme de la demande intérieure (Suisse, Espagne, France) ;
- celle dont la croissance également soutenue (Allemagne, Italie, Royaume-Uni) a ralenti plus rapidement ;
- les États-Unis, qui se sont distingués par un fort taux de croissance sur l'année, mais surtout par un ralentissement très marqué en fin de période ;
- le Japon, ce pays ayant enregistré une faible croissance malgré une reprise fragile des exportations et de l'investissement.

Aux **États-Unis**, l'activité économique a fortement ralenti au second semestre de l'an 2000, même si sur l'ensemble de l'exercice la croissance a été forte (+ 5 %). Cette décélération semble être due au net revirement des anticipations concernant l'évolution des bénéfices des entreprises, qui s'est traduit par une baisse substantielle des valeurs boursières, en particulier dans le secteur des nouvelles technologies. L'investissement des entreprises a par conséquent nettement baissé tandis que la consommation des ménages a sensiblement ralenti à la fin de l'année. Face aux signes de fléchissement prononcé de la demande, la politique monétaire, restrictive jusqu'en 2000, a été progressivement assouplie dès le début 2001.

L'**Espagne**, la **Suisse** et la **France** ont bénéficié pour leur part du dynamisme de la demande intérieure. Comme en 1999, l'amélioration de l'emploi et la confiance des ménages et des entreprises ont contribué au niveau élevé de l'investissement et à la hausse de la consommation privée. Par ailleurs, la progression soutenue des exportations, malgré un fléchissement en fin d'année, a permis de consolider un taux de croissance du PIB de respectivement 4,1 %, 3,4 % et 3,2 %.

En **Allemagne** et en **Italie**, la croissance a été à peine inférieure (respectivement 3 % et 2,9 %), mais a été caractérisée par un ralentissement plus sensible en fin d'année, du fait d'un fléchissement des exportations et du moindre dynamisme de la consommation (surtout en Allemagne).

Au **Royaume-Uni**, la croissance de 3 % a enregistré aussi un ralentissement au second semestre. La consommation privée est demeurée soutenue, mais la croissance de l'investissement a marqué le pas.

Enfin, le **Japon** a manifesté de nouveaux signes de faiblesse après avoir enregistré une timide reprise au début de 2000. Sur l'ensemble de l'année la croissance a atteint 1,7 %. L'investissement et les exportations ont soutenu l'activité tandis que la consommation privée est demeurée atone. En outre, les perspectives pour l'investissement et les exportations se sont sensiblement détériorées en fin d'année.

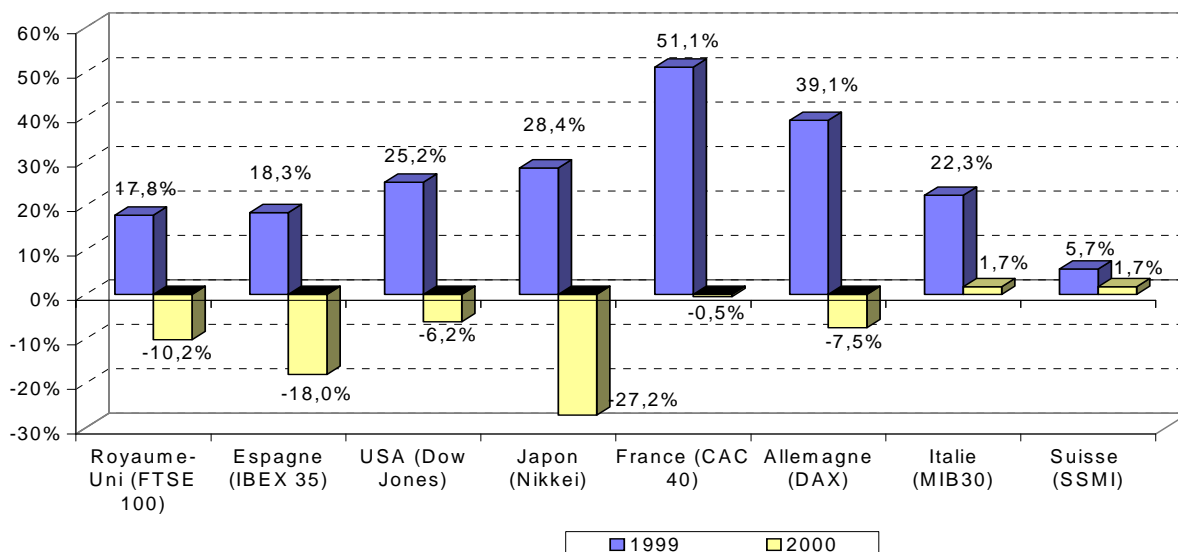
Variation annuelle (en %)	Produit intérieur brut en volume	Formation brute de capital fixe	Consommation privée en volume
Allemagne	3,0	2,4	1,6
Espagne	4,1	5,9	4,0
États-Unis	5,0	8,8	5,3
France	3,2	6,7	2,4
Italie	2,9	6,1	2,9
Japon	1,7	1,1	0,5
Royaume-Uni	3,0	2,6	3,7
Suisse	3,4	6,8	2,0

Source : OCDE

1.1.1.2. L'environnement financier a été marqué par la forte volatilité des marchés boursiers et par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar

L'exercice 2000 a vu les principales places financières connaître de fortes turbulences. En effet, les indices boursiers se sont montrés particulièrement volatils et ont terminé l'exercice en baisse sensible. Ce recul n'a pas toutefois empêché l'activité d'enregistrer à nouveau de forts volumes. Par ailleurs, des disparités importantes ont pu être relevées entre les valeurs issues de « l'ancienne économie » et celles de « la nouvelle économie ». Le secteur des technologies numériques et des télécommunications a en effet connu une sévère correction après les hausses importantes enregistrées en 1999. L'exercice 2001 s'est poursuivi sur la même tendance, avec un repli des marchés qui s'est amplifié.

Variation des indices boursiers
1999-2000



Source : Reuters

S'agissant des taux d'intérêt, ceux-ci ont été, en moyenne annuelle, plus élevés en 2000 qu'en 1999, du fait de politiques monétaires plus restrictives destinées à endiguer les risques inflationnistes. Mais les évolutions infra annuelles font apparaître un infléchissement au second semestre.

Aux **États-Unis**, les craintes de surchauffe économique se sont traduites par une politique monétaire restrictive jusqu'en juin 2000. Mais celle-ci s'est assouplie depuis, contribuant à une détente des taux d'intérêt sur l'ensemble des échéances. Il en a été de même au **Royaume-Uni**, même si la baisse a été plus tardive (au dernier trimestre principalement).

Dans la **zone euro**, les taux de court terme ont amorcé, à compter de juin 1999 et jusqu'en octobre 2000, une remontée significative dans un contexte marqué par le raffermissement de la croissance en Europe et l'orientation restrictive de la politique monétaire. La tendance s'est néanmoins inversée en toute fin d'exercice, du fait des anticipations d'un assouplissement de la politique monétaire de part et d'autre de l'Atlantique. Pour leur part, et après avoir régulièrement progressé tout au long de 1999, les taux longs ont convergé à la baisse en 2000, même si, en moyenne, ceux-ci sont plus élevés qu'en 1999.

	Court terme		Long terme	
	1999	2000	1999	2000
Allemagne	3,0	4,4	4,5	5,3
Espagne	3,0	4,4	4,7	5,5
États-Unis	5,4	6,5	5,6	6,0
France	3,0	4,4	4,6	5,4
Italie	3,0	4,4	4,7	5,6
Japon	0,2	0,2	1,7	1,7
Royaume-Uni	5,4	6,1	5,1	5,3
Suisse	1,4	3,2	3,0	4,0

Source : OCDE (les taux retenus correspondent à la moyenne annuelle des taux de référence pour le court terme et le long terme dans chacun des pays concernés. Exemples : taux des bons du Trésor à trois mois pour les taux à court terme américains et japonais, taux des obligations d'État à 10 ans pour les taux à long terme américains et japonais...).

Enfin, **les marchés des changes ont été marqués par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar**. Entre décembre 1999 et décembre 2000, le dollar s'est apprécié de près de 8 % par rapport à la monnaie européenne, mais celle-ci s'est raffermie au dernier trimestre. L'euro s'est légèrement apprécié par rapport au yen, la livre sterling demeurant stable.

1.1.2. Si les structures bancaires se rapprochent d'un pays à l'autre, celles-ci demeurent encore diversifiées

1.1.2.1. Engagées pour la plupart dans l'internationalisation de leurs activités, ...

Les systèmes bancaires des huit pays sous revue disposent d'établissements de crédit largement internationalisés. Ainsi, la mondialisation de l'économie et l'émergence de marchés bancaires de plus en plus vastes (à l'instar du marché de la zone euro) ont amplifié la poursuite de l'internationalisation des activités.

Les grandes **banques suisses** sont bien implantées en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. Cette forte internationalisation se reflète dans les bilans, au sein desquels les activités internationales ont un poids essentiel. À l'international, elles privilégient les activités de banque de « gros » (services aux grandes entreprises, institutionnels, États, intermédiaires financiers) et de banque d'affaires, à l'instar des acquisitions réalisées aux États-Unis par UBS (rachat de Paine Webber) et par Crédit Suisse (rachat de DLJ).

Les **banques françaises** ont également une forte activité internationale. L'Europe constitue leur principale zone d'implantation avec un développement récent en Europe de l'Est à travers notamment plusieurs acquisitions. Présentes en Afrique pour des raisons historiques, les **banques françaises** sont en outre bien implantées aux États-Unis où leurs activités se sont fortement développées ces dernières années tant dans la banque de détail que dans la gestion d'actifs.

Les **banques espagnoles** sont également internationalisées depuis longtemps, en raison notamment de la forte présence à l'étranger de populations d'origine ou de langue espagnole. Cette présence concerne ainsi prioritairement l'Amérique latine où l'implantation des **banques espagnoles** s'est accrue ces dernières années. Au printemps 2000, BSCH a ainsi pris le contrôle du troisième groupe financier mexicain Serfin, tandis que BBVA s'est portée acquéreur de la deuxième banque mexicaine Bancomer. À l'international, leur activité se concentre sur la banque de détail ainsi que sur le financement du commerce extérieur hispano-américain ou hispano-européen.

S'agissant des **banques allemandes**, celles-ci sont très présentes en Europe occidentale et orientale et renforcent régulièrement leurs positions en Amérique du Nord (rachat de Bankers Trust par Deutsche Bank ou, plus récemment, de Wasserstein Perella par Dresdner Bank) ainsi que dans les pays de l'Europe centrale (avec le rachat de Bank Austria, Hypovereinsbank compte développer sa présence dans ces pays).

Les **banques américaines** sont déjà largement implantées à travers le monde et se sont surtout consacrées, ces dernières années, à l'intégration des nouveaux groupes issus des opérations de rapprochement initiées depuis 1998.

L'internationalisation des **banques britanniques** est plus ancienne. Ces dernières années, elles se sont recentrées sur leur marché national, mais leur développement international reste une réalité. Leurs implantations concernent en priorité les grands pays industrialisés d'Europe (la prise de contrôle du CCF par le groupe HSBC en est une illustration), d'Amérique du Nord — qui constituent un axe stratégique de développement — ainsi que d'Extrême-Orient.

Les **banques italiennes** n'avaient manifesté, jusqu'à présent, que peu d'ambitions et ne disposaient pas d'un réseau international significatif. Néanmoins, la restructuration rapide du paysage bancaire italien est en train de modifier la situation avec notamment une présence accrue en Europe de l'Est.

Enfin, au cours de la période récente, les **banques japonaises** ont privilégié leur restructuration et se sont focalisées sur leur marché national, vendant massivement des filiales et des actifs internationaux.

1.1.2.2. ... les grandes banques internationales ont poursuivi le mouvement de consolidation...

Commune aux huit systèmes bancaires, la tendance à la concentration s'est poursuivie en 2000, même si une pause semble s'opérer depuis quelques mois, du fait de conditions de marché peu favorables.

Certains pays, comme la **Suisse** ou l'**Espagne**, disposent de systèmes bancaires concentrés, dominés par quelques groupes. En 2000, les opérations ont concerné dans ces pays des acquisitions extérieures, en Amérique latine pour les banques espagnoles, aux États-Unis pour les banques suisses.

En **France**, en **Italie** et au **Royaume-Uni**, le secteur bancaire dispose de capacités élevées, mesurées tant par le nombre d'institutions de crédit, d'implantations et d'emplois bancaires que par le volume de capital du système bancaire. Au **Royaume-Uni**, les restructurations datent déjà de plusieurs années. Pour autant, le mouvement de restructuration semble avoir redémarré ces derniers temps avec l'acquisition de Natwest par Royal Bank of Scotland, de Woolwich par Barclays et dernièrement de Halifax par Bank of Scotland. S'agissant de la **France** et de l'**Italie**, le mouvement de concentration s'est ralenti. Il convient néanmoins de signaler en **Italie** la poursuite de l'intégration de Comit par Banca Intesa et la prise de contrôle de Banco Napoli par San Paolo – IMI. En **France**, en dehors du rachat par HSBC du CCF, il n'y a pas eu, en 2000, d'opération majeure.

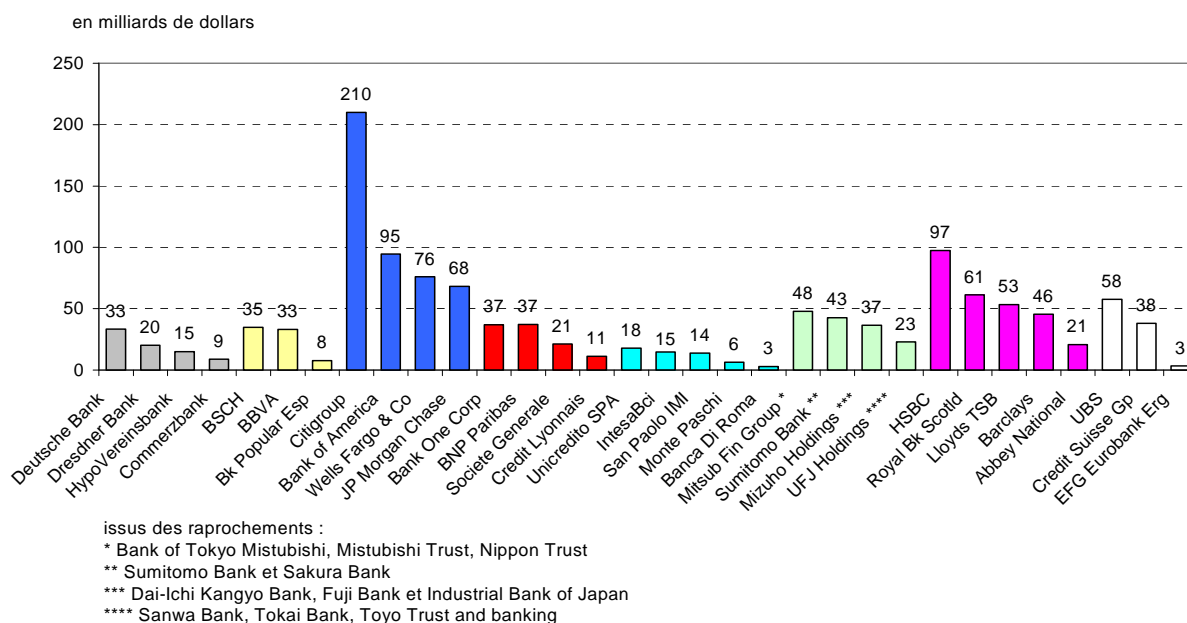
En **Allemagne**, malgré des opérations de croissance externe (Deutsche Bank a racheté Bankers Trust en 1998, Hypo Bank s'est rapproché de Vereinsbank), le paysage bancaire reste faiblement concentré. Il est dominé par les réseaux mutualistes et les caisses d'épargne, les grandes banques commerciales ne détenant qu'une part de marché limitée sur leur marché domestique. Des opérations ont été annoncées en 2000, telle l'acquisition par HypoVereinsbank de la banque autrichienne Bank Austral, mais d'autres ont échoué (rapprochement Deutsche Bank/Dresdner Bank, puis Dresdner Bank/Commerzbank). L'année 2001 aura été marquée par l'annonce du rachat par l'assureur Allianz de Dresdner Bank, ce qui relance l'intérêt pour l'émergence de groupes de bancassurance.

Aux **États-Unis**, les banques ont également connu une phase d'accélération et d'amplification du processus de concentration avec la multiplication depuis quelques années des « mégafusions », pour des montants souvent considérables : en 1998, Citicorp a fusionné avec Travelers, Bank America avec Nations Bank et Banc One avec First Chicago. Si en 1999 une accalmie semble s'être opérée, le mouvement semble avoir repris en 2000 avec le rachat de JP Morgan par Chase Manhattan. Ces « mégafusions » se sont accompagnées d'un mouvement de concentration qui touche également les banques régionales de plus petite taille (exemple de Wachovia reprise par FirstUnion en 2001). Mais en dépit de ces évolutions, le système bancaire américain reste plus cloisonné et moins concentré que ses homologues européens. L'assouplissement de la réglementation et la disparition du *Glass Steagall Act* devraient néanmoins se traduire par une nouvelle accentuation du mouvement de concentration.

Au **Japon** enfin, la restructuration en cours a abouti à une transformation profonde du paysage bancaire. Le 1^{er} octobre 2000, Dai Ichi Kangyo Bank, Fuji Bank et Industrial Bank of Japan ont fusionné et donné naissance au nouvel ensemble Mizuho Financial Group. Au printemps 2001, Sanwa Bank a rejoint Tokai Bank (UFJ Holdings), tandis que Sumitomo Bank a fait de même avec Sakura Bank pour former Sumitomo Mitsui. Enfin, Bank of Tokyo Mitsubishi et Mitsubishi Trust se sont regroupés (Mitsubishi Financial Group).

S'agissant de la **capitalisation boursière**, certaines des têtes de groupes retenues dans cette étude ne sont pas cotées (c'est le cas par exemple du Crédit agricole). Parmi celles qui sont valorisées sur les marchés boursiers, il apparaît que les **banques anglo-saxonnes** occupent une position largement dominante.

Capitalisation boursière au 2 octobre 2001



Source : Reuters

1.1.2.3. ... et renforcé leur structure financière

Dans chacun des pays, les cinq principales banques ont participé pleinement au mouvement général de renforcement des fonds propres.

En 2000, les principales banques de chaque pays ont dans l'ensemble accru leurs fonds propres de base — que recouvre assez bien la notion comptable de capitaux propres. La progression d'ensemble de 22,1 % comprend des effets de taux de change (notamment aux **États-Unis**) et des effets de périmètre (en particulier en **Espagne** et au **Royaume-Uni**). Mais même en faisant abstraction de ces variations, les capitaux propres des banques de notre échantillon se sont accrus, contribuant au renforcement de leur structure financière.

Capitaux propres cumulés des cinq principaux groupes bancaires

	1999 (1)	2000 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	74,5	90,6	21,5 %
Espagne	41,6	63,2	51,9 %
États-Unis	170,5	213,6	17,4 %
France	77,2	86,9	12,6 %
Italie	40,0	45,7	14,1 %
Japon	115,6	105,0	-5,6 %
Royaume-Uni	102,6	145,1	42,4 %
Suisse	43,5	62,5	35,7 %
Total	665,7	812,6	22,1 %

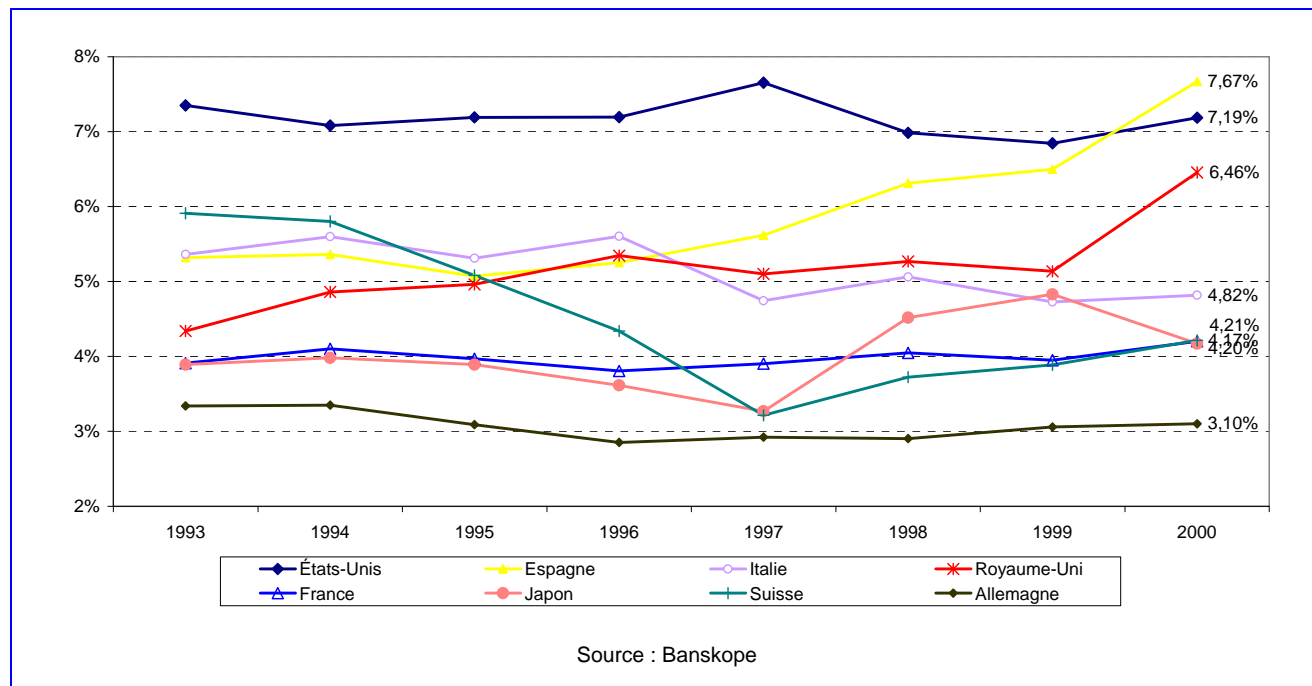
Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours du 31 décembre en milliards d'euros.

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

De fait, le ratio capitaux propres/total d'actif ou taux de capitalisation s'est affiché globalement en progression dans la majorité des pays, à l'exception des **banques japonaises**. La hausse la plus forte est celle des **banques espagnoles et britanniques** avec un ratio qui est passé de 6,50 % en 1999 à 7,67 % en 2000 pour les premières et de 5,14 % à 6,46 % pour les secondes. Cette évolution doit être mise en relation avec les opérations de concentration et de croissance externes réalisées en 2000 (rachat de Natwest par Royal Bank of Scotland, de Woolwich par Barclays, du CCF par HSBC, mais aussi de Bancomer par BBVA et du groupe Serfin par BSCH). Ce ratio a également augmenté, mais dans de plus faibles proportions, pour les grandes **banques suisses** (+ 0,33 point), **américaines** (+ 0,34 point) et **françaises** (+ 0,33 point). Il est resté stable dans les **banques italiennes** (à 4,82 %). S'agissant des **banques allemandes**, ce ratio est assez faible (3,10 %) du fait d'un montant important de réserves enregistrées hors des capitaux propres qui altèrent la lisibilité du ratio calculé. Concernant enfin les **banques japonaises**, celui-ci a diminué de 0,66 point après la forte hausse enregistrée au cours des exercices antérieurs dans le cadre du plan de recapitalisation.

Capitaux propres sur le total de l'actif



1.2. DANS CE CONTEXTE, LA RENTABILITE DES GRANDES BANQUES INTERNATIONALES S'EST SENSIBLEMENT AMELIOREE EN 2000

1.2.1. Le produit net bancaire a globalement augmenté, soutenu entre autres par la croissance des commissions...

Le produit net bancaire représente la marge brute dégagée par les banques sur l'ensemble de leurs activités bancaires (activité classique d'intermédiation, mais également activités de marché, offre de services facturés, prestations d'ingénierie financière et de conseil...) et fournit un bon indicateur de l'évolution des opérations constituant le cœur de l'activité des établissements de crédit 2.

En 2000, le produit net bancaire de l'ensemble des banques de l'échantillon a progressé de 25,2 %. Les hausses les plus fortes concernent les **banques suisses** et **allemandes** (respectivement + 33 % et + 26,2 %). Les effets de périmètre et le dynamisme des activités de marché expliquent cette progression. La hausse du produit net bancaire est également soutenue dans les **banques espagnoles** (+ 21,6 %) et **italiennes** (+ 18,3 %). Elle est un peu plus faible dans les autres pays (de + 7,7 % pour les **banques britanniques** à + 14,5 % pour les **banques françaises**). Dans l'ensemble, il apparaît que les produits hors intérêt, et en particulier les commissions perçues, ont progressé plus rapidement que les recettes nettes d'intérêt. Il s'agit là d'une tendance observée depuis plusieurs exercices.

2 Dans l'esprit de la méthodologie de la Commission bancaire (voir Bulletin de la Commission bancaire n° 10 d'avril 1994), le produit net bancaire employé ici est entendu au sens large. Il correspond à l'activité d'exploitation spécifiquement bancaire et, le cas échéant, à des activités d'exploitation courante non bancaire telles que la gestion d'un portefeuille de participation ou d'un patrimoine immobilier. Il se rapproche en cela de la notion de produit global d'exploitation utilisée dans les publications du SGCB, sans en intégrer tous les éléments, tels que les dotations nettes aux provisions sur titres.

**Produit net bancaire cumulé
des cinq principaux groupes bancaires**

	1999 (1)	2000 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	44,7	56,4	26,3 %
Espagne	25,2	30,6	21,6 %
États-Unis	145,0	188,8	12,9 %
France	50,4	57,7	14,5 %
Italie	28,5	33,7	18,3 %
Japon	44,7	58,4	10,6 %
Royaume-Uni	71,9	83,8	7,7 %
Suisse	35,7	48,9	33,0 %
Total	446,0	558,4	25,2 %

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale converties au cours moyen de l'année, exprimées en milliards d'euros.

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

1.2.1.1. Les produits nets d'intérêt ont été, dans l'ensemble, moins dynamiques que les autres produits d'exploitation...

À l'exception des *banques espagnoles et britanniques*, les hausses de produits nets bancaires sont généralement attribuables au dynamisme des produits nets hors intermédiation. Ces derniers, qui comprennent, notamment, les commissions, ont dans l'ensemble vivement augmenté dans les pays sous revue. Malgré les turbulences sur les marchés boursiers, les volumes d'activité sont demeurés soutenus, générant des recettes importantes dans les métiers de banque d'investissement et de gestion d'actifs. Cela a également permis aux établissements de dégager des plus-values substantielles sur leur portefeuille (c'est le cas par exemple des *banques japonaises et allemandes* qui ont enregistré une vive hausse des recettes de *trading*).

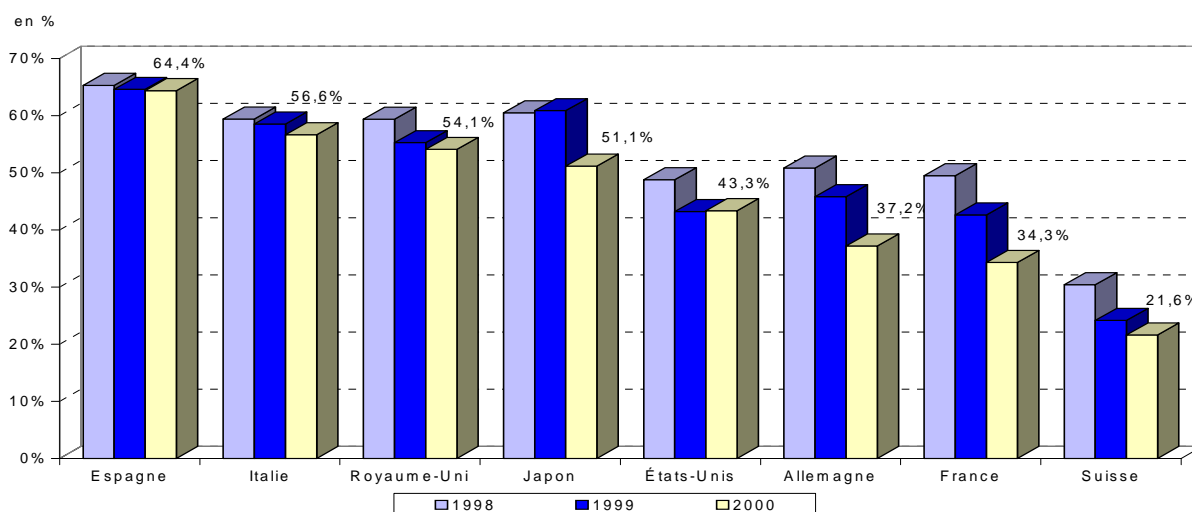
Évolution des composantes du produit net bancaire Progression par rapport à 1999

	Produit net d'intermédiation	Autres produits nets
Allemagne	2,6 %	46,4 %
Espagne	21,1 %	22,4 %
États-Unis	13,2 %	12,6 %
France	-7,8 %	31,0 %
Italie	14,5 %	23,7 %
Japon	-7,1 %	38,0 %
Royaume-Uni	10,2 %	4,6 %
Suisse	19,0 %	37,5 %

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une manière générale, la part des produits nets d'intermédiation diminue tendanciellement depuis plusieurs années. Des différences subsistent néanmoins dans la structure du produit net bancaire de chacun des pays.

Part des produits nets d'intérêt dans le produit net bancaire



Source : Bankscope

Les **banques britanniques, espagnoles et italiennes** continuent de tirer de l'intermédiation une forte proportion (environ 60 %) de leur produit net bancaire. Néanmoins, la part des recettes nettes d'intérêt a diminué dans chacun de ces pays. Dans les **grandes banques espagnoles**, elle a baissé de 0,2 point, dans les **banques britanniques** de 1,2 point et dans les **banques italiennes** de 1,9 point.

Les **banques allemandes, françaises et américaines**, quant à elles, avaient, traditionnellement, une répartition équilibrée entre le produit net tiré de l'intermédiation classique et celui tiré des autres activités. Mais au cours des dernières années, la part des premières n'a cessé de diminuer, au point qu'aujourd'hui la majeure partie du produit net bancaire provient des recettes hors intermédiation. Les commissions nettes perçues ont enregistré une nette augmentation, de même que les recettes de *trading*. Il convient de souligner néanmoins que, dans les **banques américaines**, les produits nets d'intérêt ont progressé de 13,2 %, illustrant le dynamisme des activités d'intermédiation en 2000. En revanche, dans les **banques allemandes**, les produits nets d'intérêt ont stagné, ces établissements étant peu compétitifs dans la banque de détail. Concernant les **banques françaises**, le recul des produits nets d'intérêt recouvre une hausse des intérêts nets perçus sur les opérations avec la clientèle, alors que ceux perçus sur les opérations interbancaires et les opérations sur titres ont diminué sensiblement.

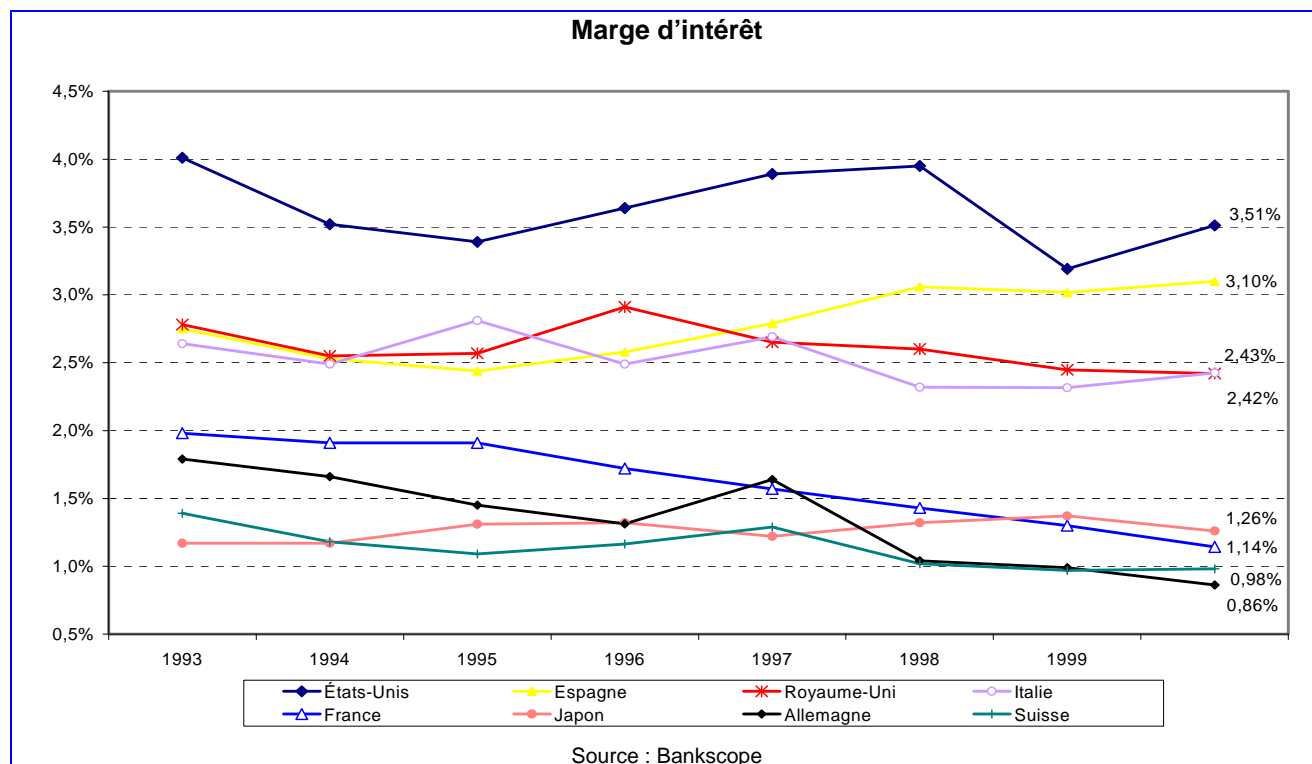
Enfin, s'agissant des **grandes banques suisses et japonaises**, leur situation est particulière. La part des autres produits d'exploitation (hors intérêts) a fortement augmenté en 2000. Les **grandes banques suisses** ont continué d'enregistrer en 2000 des recettes substantielles sur les activités de marché génératrices de commissions. La part des produits hors intérêts dans le produit net bancaire a ainsi atteint 78,4 % (75,8 % en 1999). Pour ce qui concerne les **banques japonaises**, la situation apparaît plus équilibrée. Mais la part des produits d'intérêt a baissé de 9,7 points, du fait de la faiblesse de l'économie japonaise qui a généré une atonie dans les activités d'intermédiation. La faiblesse de ces dernières a été compensée par des recettes de commissions et de *trading*, la part des produits nets d'intérêt passant de 60,9 % en 1999 à 51,1 % en 2000.

1.2.1.2. ... en raison notamment de la tendance générale à la baisse des marges d'intermédiation

Néanmoins, au sein d'un premier groupe de pays (**États-Unis** et **Espagne**), les marges d'intermédiation sont à un niveau plus élevé et en progrès (respectivement 3,51 % et 3,10 %). Dans ces pays, les grandes banques ont bénéficié de conditions économiques favorables sur leur marché domestique.

La situation des **grandes banques italiennes et britanniques** est intermédiaire, avec un niveau de marge d'intérêt de respectivement 2,42 % et 2,43 %. En **Italie**, la marge d'intermédiation s'est légèrement améliorée alors qu'elle a stagné au **Royaume-Uni** où les analystes constatent une pression concurrentielle de plus en plus forte sur les marges.

Enfin, le dernier groupe de pays (**France, Japon, Allemagne, Suisse**) a enregistré des marges d'intérêt faibles et en décroissance. Les pays constituant ce groupe se caractérisent par le bas niveau des taux d'intérêt à court terme. Cette baisse provient aussi de l'intensification de la concurrence, notamment en **Allemagne** où les banques commerciales privées sont dominées sur le marché de la banque de détail par les caisses d'épargne et les réseaux coopératifs. En **France**, le dynamisme de la demande de crédits n'a pas permis, semble-t-il, d'enrayer l'érosion des marges même si, sur les opérations avec la clientèle, une stabilisation semble s'être opérée en 2000.



1.2.2. La croissance relativement soutenue des charges d'exploitation n'a pas empêché le résultat brut d'exploitation de progresser

Le résultat brut d'exploitation représente la marge dégagée par les banques après déduction des frais de fonctionnement courants, notamment des charges fixes à court terme (frais de personnel et frais de structure liés aux réseaux de guichets). Tenant compte des amortissements, il peut être affecté par des investissements importants en informatique (notamment pour les opérations de marché) et de manière plus significative encore par les opérations de croissance externe (amortissement des écarts d'acquisition).

La comparaison des taux d'évolution du résultat brut d'exploitation et du produit net bancaire permet de voir dans quelle mesure la croissance des frais de structure a été proportionnée à celle du produit net bancaire. À cet égard, une progression du résultat brut d'exploitation inférieure à celle du produit net bancaire peut parfois s'expliquer par un surcoût, à court terme, résultant d'opérations de restructuration, ces dernières visant à réduire, à plus long terme, les charges de fonctionnement.

**Résultat brut d'exploitation cumulé
des cinq principaux groupes bancaires**

	1999 (1)	2000 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	10,7	13,4	25,2 %
Espagne	9,1	11,4	25,9 %
États-Unis	54,5	65,8	4,5 %
France	15,6	18,8	21,0 %
Italie	9,4	12,5	32,3 %
Japon	19,8	26,2	12,0 %
Royaume-Uni	31,3	38,5	13,8 %
Suisse	8,5	12,4	42,2 %
Total	158,8	199,0	25,3 %

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties en franc au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros.

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une façon générale, les frais de fonctionnement ont augmenté, mais à un rythme voisin de celui du produit net bancaire. La hausse intègre des effets de périmètre, mais elle est aussi le résultat du dynamisme de l'activité et des investissements réalisés ces dernières années sur certains segments de la banque d'investissement ou de la gestion d'actifs. Au final, le résultat brut d'exploitation a progressé pour l'ensemble des établissements de 25,3 %, au même rythme que le produit net bancaire.

Ainsi, dans *les banques allemandes*, les frais de fonctionnement ont augmenté de façon soutenue (+ 26,7 %) à un rythme proche de celui du produit net bancaire (+ 26,3%). Il en est résulté malgré tout une hausse voisine du résultat brut d'exploitation (+ 25,2 %).

Dans les autres pays, le résultat brut d'exploitation a également augmenté en liaison avec la hausse mieux contenue des coûts de structure (en *Espagne*, au *Royaume-Uni* et en *Italie*), et l'augmentation rapide du produit net bancaire (en *France*, en *Suisse* et au *Japon*).

La comparaison des niveaux du coefficient net d'exploitation (charges générales d'exploitation/produit net bancaire) est quant à elle révélatrice des différences de structure entre systèmes bancaires : d'une manière générale, les banques disposant d'un réseau étoffé d'agences affichent un ratio plus élevé que des banques dont l'activité s'exerce principalement à partir du siège ou d'un nombre restreint de succursales, les frais de structure étant nettement plus importants dans le premier cas.

**Coefficient net d'exploitation (1)
des cinq principaux groupes bancaires**

(en pourcentage)	1999	2000	Variation en points
Allemagne	76,0 %	76,2 %	0,2
Espagne	64,1 %	62,8 %	-1,3
États-Unis	62,4 %	65,2 %	2,8
France	69,1 %	67,3 %	-1,8
Italie	66,9 %	63,0 %	-3,9
Japon	55,7 %	55,1 %	-0,6
Royaume-Uni	56,5 %	54,0 %	-2,5
Suisse	76,3 %	74,7 %	-1,6

(1) Coefficient net d'exploitation = frais généraux/produit net bancaire.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Ce coefficient a toutefois connu des évolutions différentes d'un pays à l'autre. Celui-ci s'est à nouveau amélioré dans les **banques espagnoles** (62,8 %), **italiennes** (63,0 %) et **britanniques** (54,0 %).

Concernant les **banques japonaises**, ce ratio s'est également légèrement amélioré, atteignant un niveau peu élevé de 55,1 %.

S'agissant des **banques américaines**, la dégradation du coefficient, qui est passé de 62,4 % à 65,2 %, recouvre des évolutions différenciées selon les établissements. Seuls deux établissements ont connu une hausse de ce coefficient. Le premier a été victime d'un recul important de son produit net bancaire en 2000, l'autre d'une forte hausse des coûts de structure dans le cadre de restructurations.

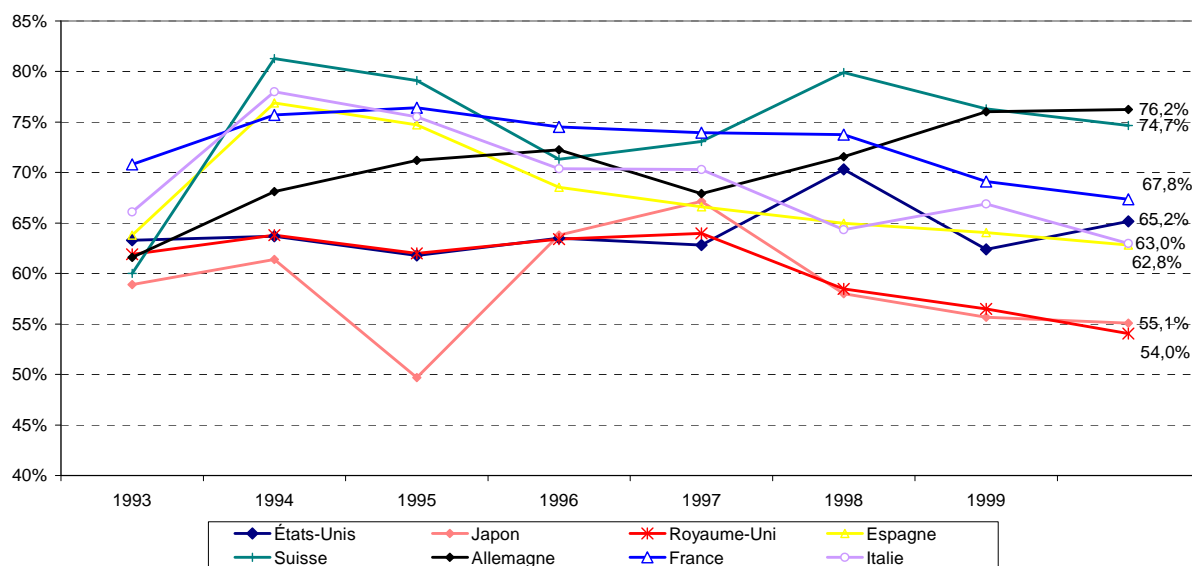
Pour leur part, les **grandes banques allemandes** ont connu en 2000 une légère dégradation de leur coefficient net d'exploitation (+ 0,2 point avec 76,2 %), alors que celui-ci est déjà parmi les plus élevés. Cette évolution souligne une des faiblesses structurelles des grands banques allemandes à savoir une maîtrise insuffisante des coûts de structure.

En **France**, les principales banques ont affiché un coefficient d'exploitation en baisse (de 69,1 % à 67,3 %) grâce à une hausse du produit net bancaire plus rapide que celle des coûts de structure. Mais l'amélioration de ce ratio provient davantage de la croissance des revenus que d'une réduction significative des coûts.

S'agissant enfin des **banques suisses**, l'amélioration (de 76,3 % à 74,7%) laisse encore une marge de progression substantielle.

Dans l'ensemble, on peut distinguer trois groupes de pays, ceux dont les cinq principales banques ont un coefficient net d'exploitation assez élevé, supérieur à 70 % (**Suisse, Allemagne**), ceux dont les grandes banques ont un coefficient compris entre 60 % et 70 % (**France, États-Unis, Italie, Espagne**), enfin ceux qui sont en deçà (**Japon et Royaume-Uni**).

Coefficient net d'exploitation



Source : Bankscope

1.2.3. En dépit d'incertitudes grandissantes au second semestre, la situation économique globalement satisfaisante a permis de maintenir le coût du risque à un faible niveau

Le résultat courant après provisions prend en compte les dotations nettes aux provisions. S'agissant d'un solde résiduel, ces variations peuvent être extrêmement diverses d'une période à l'autre ou d'un pays à l'autre. Ainsi, en 2000, ces variations sont apparues assez contrastées selon les pays ; elles ont résulté essentiellement des impacts respectifs de deux facteurs : l'évolution du produit net bancaire et celle des dotations nettes aux provisions.

Résultat courant après provisions

	1999 (1)	2000 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	5,1	8,9	74,8 %
Espagne	7,1	8,9	24,8 %
États-Unis	46,7	50,6	- 5,9 %
France	11,6	15,1	30,1 %
Italie	5,4	8,9	65,0 %
Japon	- 0,8	3,2	NS
Royaume-Uni	26,1	34,0	20,4 %
Suisse	7,1	11,8	62,6 %
Total	108,1	141,4	30,7 %

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

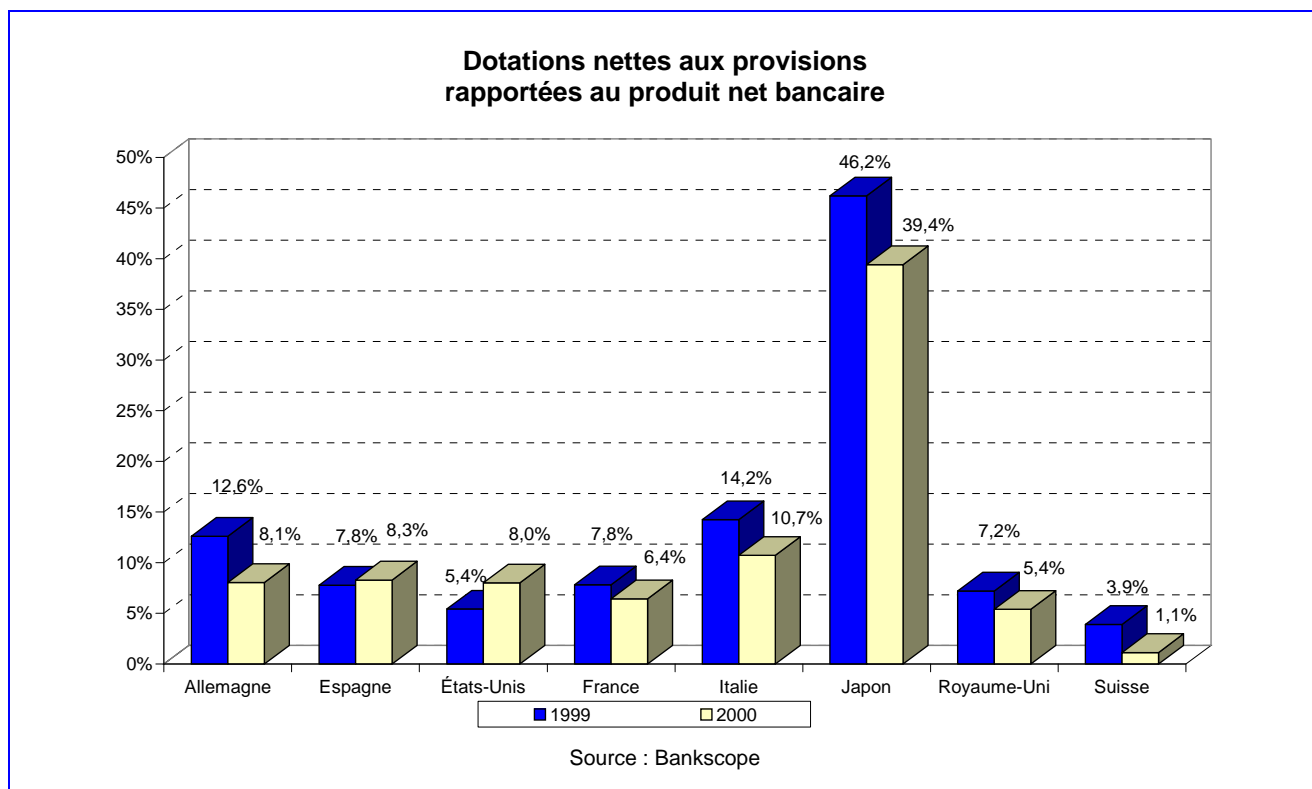
Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Il apparaît qu'à l'exception des **banques américaines** (+ 66,5 %) et dans une moindre mesure **espagnoles** (+ 29,8 %) la contrainte de provisionnement a été beaucoup plus faible en 2000. S'agissant des **États-Unis**, certains établissements ont été confrontés à une dégradation de la qualité des risques et ont commencé à subir les effets du ralentissement économique observé au second semestre. Concernant les **banques espagnoles**, la hausse s'explique par des effets de périmètre (consolidation des acquisitions en Amérique Latine) ainsi que par la nouvelle réglementation sur le provisionnement forfaitaire mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2000.

Pour les autres systèmes bancaires, la baisse des dotations nettes aux provisions est assez disparate. Elle est très limitée dans les **banques françaises** (- 5,8 %) et **italiennes** (- 10,9 %), ce qui tend à montrer qu'un point bas a été atteint dans ces établissements. La baisse de la charge du risque est, en revanche, plus prononcée dans les **banques allemandes** (- 19,4 %) et dans les **banques britanniques** (- 19,4 %).

Dans les **banques suisses**, l'effort de provisionnement a diminué fortement (- 61,2 %) du fait d'un environnement économique très favorable. Quant aux **banques japonaises**, celles-ci avaient comptabilisé en 1997 et 1998 des montants considérables de provisions. Mais après la forte baisse enregistrée en 1999, le recul des dotations aux provisions a été moindre en 2000 (- 5,7 %) et l'effort de provisionnement est resté important (39,4 % du produit net bancaire), les **banques japonaises** continuant d'être confrontées à des volumes élevés de créances douteuses dans un contexte de très faible croissance économique.



De fait, le résultat courant après provisions des grandes banques étudiées a connu des évolutions diverses.

Les **banques américaines** tout d'abord, dont l'effort de provisionnement a augmenté en 2000, ont affiché un résultat courant après provisions de 50,6 milliards d'euros (en recul de 5,9 % en monnaie locale). À l'exception d'un établissement, tous les groupes ont enregistré une hausse sensible de leurs dotations aux provisions. Celles-ci n'ont représenté toutefois qu'une part limitée du produit net bancaire (8 % contre 5,4 % en 1999).

S'agissant des **banques japonaises**, le résultat courant après provisions est redevenu légèrement positif, mais le niveau élevé de la charge du risque (49,4 % du produit net bancaire et 87,8 % du résultat brut d'exploitation) a pesé lourdement sur les comptes d'exploitation.

En **Allemagne**, en **Italie** et en **Suisse**, le recul de la charge du risque combiné à la hausse du résultat brut d'exploitation a permis au résultat courant de connaître une forte augmentation (supérieure à 60 %).

Dans les banques **britanniques**, **espagnoles** et **françaises**, la hausse du résultat courant après provisions a été plus modérée (respectivement + 20,4 %, + 24,8 % et + 30,1 %), mais ce dernier a atteint des niveaux particulièrement élevés.

1.2.4. Au final, la rentabilité des grandes banques internationales est demeurée satisfaisante

1.2.4.1. Le résultat net final a augmenté à un rythme variable

Le résultat net, bénéfice ou perte, est l'indicateur le plus agrégé de la rentabilité des banques ; il doit être toutefois interprété avec prudence dans la mesure où il est affecté à la fois par les éléments exceptionnels et par la fiscalité, dont le régime très variable d'un pays à l'autre rend difficiles les comparaisons internationales.

Solde résiduel, le résultat net est également un indicateur très sensible et ses variations parfois brutales tendent à amplifier l'amélioration ou la détérioration de la situation économique.

Bénéfice net global cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	1999 (1)	2000 (1)	Taux de croissance (2)
Allemagne	5,5	9,8	78,6%
Espagne	6,0	8,0	34,0%
États-Unis	30,8	32,9	-7,1%
France	9,4	12,6	34,7%
Italie	5,3	5,9	10,4%
Japon	3,4	-0,4	ns
Royaume-Uni	18,9	22,2	8,5%
Suisse	7,7	9,0	14,8%
Total	86,9	100,1	15,3%

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Dans la majorité des pays étudiés, les grands groupes bancaires ont dégagé, en 2000, un résultat net en croissance par rapport à 1999, à l'exception des **banques américaines**. Pour ces dernières, le ralentissement économique et la croissance des provisions ont pesé sur le résultat final, même si celui-ci demeure à un niveau très élevé.

Pour les autres banques, l'amélioration d'ensemble tient aussi bien à des facteurs structurels qu'à des facteurs conjoncturels.

S'agissant des **grandes banques allemandes**, la hausse du résultat net, particulièrement prononcée (+ 78,6 %), repose essentiellement sur le dynamisme des activités de marché (hausse des commissions et des recettes de *trading*).

Concernant les **banques espagnoles** et **françaises**, la progression du résultat net (respectivement + 34,7 % et + 34 %) résulte du dynamisme de l'activité. Les **banques espagnoles** ont bénéficié de leur expansion en Amérique latine ainsi que de la vigueur de l'économie espagnole. Elles ont également poursuivi leur effort de maîtrise des coûts. Les **banques françaises** se sont appuyées sur la progression de leur produit net bancaire aussi bien dans la banque de détail que dans les activités de marché.

Concernant les **banques britanniques, suisses** et **italiennes**, la progression du résultat net est plus modérée (de 10 % à 15 %). Pour les **banques britanniques**, le niveau de rentabilité atteint est déjà élevé depuis plusieurs années et la marge d'amélioration est par conséquent limitée. Quant aux **banques italiennes** et **suisses**, la moindre hausse du résultat net par rapport au résultat courant après provisions s'explique par un résultat exceptionnel en net retrait par rapport à 1999.

Au **Japon**, 1999 s'était caractérisé par le retour à un exercice bénéficiaire, dû en grande partie à des recettes de plus-values boursières ainsi qu'à la forte baisse des dotations nettes aux provisions. Ce redressement semble avoir marqué le pas en 2000. L'absence de reprise économique n'a pas permis de réduire l'effort de provisionnement, tandis que les marchés boursiers se sont avérés moins porteurs. Au final, les **banques japonaises** ont affiché un résultat net proche de zéro.

1.2.4.2. Les ratios de rentabilité affichent encore des divergences

Le ratio **bénéfice net global/capitaux propres** ou coefficient de rentabilité (ROE) est examiné avec attention par les investisseurs, puisqu'il rapporte le résultat dégagé par l'ensemble de l'activité à l'ensemble des capitaux propres mis à la disposition de l'établissement de crédit. Il répond toutefois à des besoins d'analyse à court terme car il privilégie les résultats récents (le résultat net) par rapport aux résultats cumulés (les capitaux propres). Il convient donc de relativiser la portée de ce ratio, qui peut présenter un niveau bas, non pas en raison de faibles profits, mais à cause de capitaux propres importants.

Le ratio **bénéfice net global/total de l'actif** ou coefficient de rendement (ROA), qui est aussi traditionnellement utilisé dans l'analyse financière des banques, doit être également interprété avec prudence. En effet, le développement des activités de hors-bilan, qui génèrent une part croissante des résultats (cf modification de la structure du produit net bancaire), rend ce ratio moins pertinent que par le passé. Par ailleurs, la forte disparité des règles d'évaluation des actifs (règles de réévaluation, évaluation du portefeuille de négociation) rend l'agrégat « total de l'actif » moins comparable entre pays que l'agrégat « fonds propres de base », qui fait l'objet d'une harmonisation internationale.

Un examen comparatif des deux catégories de ratios en 2000 (ROE et ROA) permet de classer les pays en quatre catégories et de constater depuis deux ans une convergence d'ensemble de la rentabilité des grandes banques internationales (à l'exception des **banques japonaises**) qui semble se confirmer en 2001.

– **Rentabilité financière élevée :**

- Royaume-Uni (18,8 % et 1,11 %),
- États-Unis (16,9 % et 1,21 %),
- Espagne (15,3 % et 1,09 %)

– **Rentabilité financière en nette amélioration :**

- Suisse (17,1 % et 0,69 %),
- France (15,3 % et 0,62 %),
- Italie (13,7 % et 0,65 %),

– **Rentabilité financière moyenne :**

- Allemagne (11,9 % et 0,36 %).

– **Rentabilité financière dégradée :**

- Japon (- 0,3 % et - 0,01 %).

Les **banques britanniques** sont toujours, en 2000, les établissements les plus rentables parmi les grands pays industrialisés. Leur objectif de rentabilité les a conduit à mettre en œuvre une politique commerciale très dynamique, combinée à des diminutions constantes des coûts. De même, la rentabilité des **banques américaines**, malgré une conjoncture économique moins porteuse, se situe à un niveau élevé. Enfin, les **banques espagnoles** demeurent très rentables, en deuxième position dans les pays européens, et ce niveau de rentabilité — stable sur la base des fonds propres — a continué de progresser en termes de total de situation, à la faveur d'un volume d'activité soutenu et d'une maîtrise rigoureuse des coûts.

Dans un deuxième groupe de pays (**Suisse, France et Italie**), la rentabilité financière des banques s'est inscrite en nette amélioration ces dernières années. Les **banques françaises** ont dégagé une rentabilité en hausse sensible grâce à une conjoncture porteuse qui a favorisé à la fois la banque de détail et la banque d'investissement. Les **banques italiennes** ont également bénéficié d'un environnement économique favorable et recueilli le fruit de leurs efforts de restructuration. Les **banques suisses** ont connu, pour leur part, une évolution plus contrastée de leur rentabilité dans la mesure où l'année 1999 avait été exceptionnelle en termes d'activités de marché. Leur rentabilité s'est donc inscrite en léger retrait en 2000. S'agissant des **banques allemandes**, la rentabilité a connu une évolution favorable en 2000, due essentiellement à la conjoncture. Cette amélioration demeure néanmoins très fragile, du fait en particulier d'une insuffisante maîtrise des coûts de fonctionnement.

Enfin, la rentabilité financière des **banques japonaises** s'est inscrite en repli en 2000. Rappelons que les progrès enregistrés en 1999 étaient liés aux plus-values boursières et à la baisse de l'effort de provisionnement. L'environnement ne s'est pas montré favorable en 2000 pour les **banques japonaises**, ce qui s'est traduit par une nouvelle dégradation de leur rentabilité.

en %	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Moyenne
Coefficient de rendement							
États-Unis.....	1,07	1,17	1,21	1,38	1,34	1,21	1,23
Royaume-Uni	0,94	1,04	1,01	0,97	1,05	1,11	1,02
Espagne	0,59	0,61	0,77	0,90	0,99	1,09	0,83
France	0,16	0,30	0,37	0,36	0,49	0,62	0,38
Suisse.....	0,42	-0,08	0,08	0,33	0,70	0,69	0,36
Italie.....	0,16	0,20	0,02	0,42	0,65	0,65	0,35
Allemagne	0,26	0,28	0,24	0,32	0,25	0,36	0,28
Japon.....	- 0,18	0,02	- 0,42	- 0,68	0,16	- 0,01	- 0,19
Coefficient de rentabilité							
Royaume-Uni	19,25	19,99	19,38	18,78	20,88	18,82	19,52
États-Unis.....	14,99	16,03	16,10	16,28	19,48	16,85	16,62
Espagne	11,34	11,73	14,21	14,71	15,40	15,29	13,78
France	3,98	7,82	9,62	9,00	12,59	15,35	9,73
Allemagne	8,20	9,33	8,17	10,80	8,14	11,87	9,42
Suisse.....	7,77	- 1,71	2,44	9,45	18,31	17,10	8,89
Italie.....	2,92	3,53	0,48	8,63	13,34	13,68	7,10
Japon.....	- 4,80	0,61	- 12,20	- 17,58	3,35	- 0,31	- 5,15

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

1.2.5. Les résultats du premier semestre 2001 sont plus contrastés 3, en liaison avec la dégradation de l'environnement économique et financier

Les turbulences sur les marchés boursiers se sont en effet poursuivies tout au long du semestre pesant lourdement sur les activités de marché et dans une moindre mesure dans la gestion d'actifs. Le ralentissement économique observé depuis la fin 2000 aux États-Unis a été quant à lui suffisamment marqué pour que les économies européennes — qui semblaient jusqu'alors épargnées — revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2001 et 2002. Les activités de banque de détail ont néanmoins bien résisté jusqu'à présent au ralentissement de la croissance, les volumes continuant de progresser. Mais globalement, les grandes banques internationales ont commencé à en ressentir les effets.

De fait, les banques relativement peu actives sur les métiers de banque d'investissement ont engrangé des résultats en progression, tandis que les établissements les plus dépendants des activités de marché ont affiché des résultats en recul.

1.2.5.1. Les banques françaises et italiennes ont assez bien résisté à la dégradation de la conjoncture

Les résultats des grandes **banques françaises** 4 se sont inscrits en léger repli. Le résultat net consolidé des six principaux groupes bancaires 5 a en effet atteint 5,8 milliards d'euros (- 14,5 % par rapport à la même période de 2000). Comparativement à leurs homologues étrangers, les établissements de crédit français ont fait preuve d'une assez bonne résistance, notamment en raison de la diversification de leur activité qui constitue un atout. En effet, ils ont pu compenser la baisse des recettes sur les activités de marché par de bonnes performances dans la banque de détail. Par ailleurs, malgré ces conditions difficiles, ils semblent avoir assez bien ajusté leurs coûts même si cela n'a pas toujours été suffisant, tandis que la charge du risque, en hausse, est demeurée contenue.

3 Cette partie est réalisée à partir des données semestrielles publiées par quelques grands groupes bancaires internationaux. L'échantillon n'est pas aussi complet que dans les parties qui précèdent et les données qui sont indiquées n'ont pas été retraitées (ce sont celles qui sont communiquées par les établissements).

4 Toutes les données (soldes intermédiaires de gestion et ratios) indiquées sont celles communiquées par les établissements de crédit. Faute d'informations plus détaillées à ce stade, les données ne sont pas retraitées selon la méthodologie utilisée par le SGCB pour ses publications habituelles (Rapport annuel notamment).

5 BNP-Paribas, Groupe Crédit agricole, Société générale, Crédit lyonnais, Groupe Banques populaires, Groupe CIC.

Les principaux groupes bancaires français ont ainsi confirmé l'amélioration récente de leur positionnement relatif par rapport à leurs concurrentes européennes.

Quant aux **banques italiennes** 6, les principaux groupes ont dégagé un résultat net part du groupe de 3,4 milliards d'euros (+ 13,5 %). Cette progression recouvre toutefois des évolutions différentes selon les groupes. La hausse provient en effet, pour certains établissements, d'éléments exceptionnels, tandis que la baisse des commissions résultant de la mauvaise santé des marchés boursiers a pesé sur les comptes de résultat.

1.2.5.2. Les banques britanniques et espagnoles ont continué d'enregistrer des résultats en progression

Les **banques espagnoles** 7 et **britanniques** 8 ont bien résisté à l'environnement économique et leurs résultats se sont inscrits en progression sensible (+ 10,7 % à 8,2 milliards de livres pour les sept grandes banques britanniques, + 27,5 % à 2,9 milliards d'euros pour les trois principales banques commerciales espagnoles 9) en dépit d'une présence importante en Amérique Latine pour les établissements espagnols. En termes de retour sur fonds propres, on constate certes un affaiblissement par rapport au premier semestre 2000, mais les niveaux restent très élevés puisque proches ou supérieurs à 20 %. Ces bons résultats s'appuient sur les activités de banque de détail qui représentent pour ces établissements plus de la moitié du produit net bancaire. Ils reposent également sur une maîtrise rigoureuse des coûts d'exploitation. Si l'on exclut les effets de périmètre, on constate que les frais de structure sont restés contenus et ont même diminué, ce qui s'est traduit ainsi par des niveaux de coefficient d'exploitation particulièrement bas (inférieurs à 60 %) et en amélioration.

1.2.5.3. Les résultats des banques allemandes et suisses sont en recul sensible

Les banques très dépendantes des activités de marché ont connu en revanche un premier semestre beaucoup plus difficile. Cette évolution concerne notamment les grandes **banques commerciales allemandes** 10. Le résultat net part du groupe des quatre principaux établissements s'est inscrit en net recul, passant de 5,9 milliards d'euros au premier semestre 2000 à 3,9 milliards d'euros au premier semestre 2001. En effet, ces établissements sont largement dépendants des activités de marché. La banque de détail ne génère que 30 % environ de leur chiffre d'affaires et les quatre grands groupes bancaires allemands représentent moins de 15 % du marché de la banque de détail en Allemagne. Au contraire, les activités de banque d'investissement sont à l'origine de plus de la moitié de leur produit net bancaire (à l'exception toutefois d'Hypovereinsbank). Ces résultats sont aggravés, en outre, par une insuffisante maîtrise des coûts de structure, lesquels ont continué de croître à un rythme soutenu malgré un environnement difficile et des volumes d'activité en baisse. Cela s'est traduit par des coefficients d'exploitation élevés (plus de 70 %) et à nouveau en dégradation. Conscientes de cette faiblesse structurelle, les banques allemandes semblent aujourd'hui s'engager dans des programmes ambitieux de réduction des coûts.

D'autres banques européennes, particulièrement actives dans la banque d'investissement ont également souffert au premier semestre 2001. C'est le cas des **banques suisses** (UBS et Crédit suisse) dont le résultat net part du groupe a respectivement diminué de 30,6 % et de 24,3 % (à 3 et 2,7 milliards de francs suisses). À l'instar des banques allemandes, ces performances médiocres semblent être la conséquence, entre autres, d'un dérapage des coûts.

1.2.5.4. Enfin, les résultats des banques américaines sont contrastés

Le ralentissement marqué de l'économie et les turbulences boursières ont pesé sur les résultats des établissements financiers américains, mais les activités de banque de détail ont mieux résisté, permettant aux **banques commerciales d'engranger des résultats en hausse**. Le FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation) a publié des résultats en hausse de 14,1 % pour l'ensemble des banques commerciales au premier semestre 2001 (39 milliards de dollars) avec un coefficient de rentabilité des fonds propres de 14,31 % (13,87 % un an auparavant). Celui-ci explique ces bonnes performances par l'impact au premier semestre 2000 de charges de restructuration dans quelques grandes banques, mais également par la baisse des taux intervenue depuis fin 2000 qui a permis aux banques de réaliser des gains sur cession de

6 San-Paolo IMI (pro-forma), Intesa BCI (pro-forma), Unicredito, Banca di Roma, Banca Monte di Paschi.

7 BSCH, BBVA, Banco Popolar.

8 HSBC, Royal Bank of Scotland (pro-forma), Barclays, Lloyds TSB, Abbey National, Halifax, Standard Chartered.

9 Signalons toutefois qu'une grande partie de cette hausse tient aux effets de périmètre et notamment à l'intégration des acquisitions faites en 2000 en Amérique latine.

10 Deutsche Bank, Dresdner Bank, Commerzbank, Hypovereinsbank.

titres. En dépit du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis, les banques commerciales américaines ont par conséquent préservé un niveau élevé de rentabilité. Le FDIC souligne en revanche l'érosion de la marge d'intérêt qui a baissé à 3,86 % au premier semestre 2001 (4,07 % en 1999, 3,95 % en 2000). Par ailleurs, on constate une hausse régulière des créances douteuses et des provisions, illustrant les difficultés de l'économie américaine, et vraisemblablement celles à venir de ce type d'établissements. Cela s'est traduit dans les comptes de résultat par une hausse des dotations aux provisions et des pertes nettes sur créances, les premières passant de 13 milliards de dollars au premier semestre 2000 à 16,8 milliards au premier semestre 2001 (+ 28,6 %), les secondes de 10,3 à 14,9 milliards (+ 44,2 %). Pour autant, le résultat net final s'est inscrit en hausse de 14,1 % à 39 milliards de dollars, grâce à l'augmentation du produit net bancaire. Les perspectives pour le second semestre sont en revanche beaucoup plus incertaines, les événements du 11 septembre 2001 risquant d'aggraver le ralentissement économique et de se traduire par un nouveau gonflement des créances douteuses.

La situation est plus dégradée pour les banques d'investissement, dont les résultats au premier semestre 2001 ont fortement diminué en liaison avec l'effondrement des revenus générés par les activités de fusions acquisitions et d'introductions en bourse.

MÉTHODOLOGIE

L'annexe méthodologique précise les modes de sélection des banques et de comparaison des résultats et de la rentabilité.

SÉLECTION DES BANQUES

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires en 1999 de chacun des huit pays suivants : Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse.

Les établissements de crédit ont été classés selon le montant de leurs fonds propres de base (*Tier 1*) au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke »), d'après l'enquête publiée par la revue **The Banker** en juillet 1999. Les fonds propres de base correspondent, en moyenne, aux capitaux propres des établissements de crédit.

Ce critère est particulièrement pertinent pour traduire l'importance des banques et les comparer au niveau international. En effet, l'institution d'un ratio international de solvabilité, qui impose aux banques d'envergure internationale de maintenir un ratio risques pondérés/fonds propres d'au moins 8 % et un ratio risques pondérés/fonds propres de base d'au moins 4 %, a fait du renforcement des capitaux propres une condition essentielle de l'extension de l'activité bancaire. Par ailleurs, les fonds propres de base présentent l'avantage d'une bonne harmonisation au niveau international, ce qui justifie leur utilisation pour une étude comparative. Enfin, il sert de base au calcul de la rentabilité financière.

Une sélection selon le niveau du ratio international de solvabilité n'aurait pas été judicieuse, dans la mesure où certaines institutions financières de taille réduite présentent des ratios nettement supérieurs à ceux des grandes banques. Le critère traditionnel de la taille du bilan n'a pas non plus été retenu, car le développement des activités de hors-bilan lui donne un caractère de plus en plus partiel.

D'autres critères, comme le montant des dépôts collectés ou la taille du réseau, ont également été écartés, en raison des disparités dans la nature des activités des grandes banques non seulement entre pays, mais également à l'intérieur d'un même pays.

Afin de permettre d'apprécier l'évolution d'un échantillon homogène, les données 1999 correspondent aux institutions financières en tête du classement en 2000 et non en 1999. Des variations de périmètre peuvent expliquer des différences entre les données 1999 de l'étude 2000 et les données 1999 de l'étude 1999 (publiée dans le Bulletin n° 23 de la Commission bancaire).

Des adaptations à cette règle sont réalisées à chaque fois qu'il se produit des opérations de concentration qui peuvent affecter significativement les taux d'évolution des soldes intermédiaires de gestion.

Les groupes bancaires retenus sont les suivants :

- **Allemagne** : Deutsche Bank AG, Dresdner Bank AG, Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Commerzbank AG, Bayerische Hypo-Vereinsbank AG ;
- **Espagne** : Banco Santander Central Hispano, Banco Bilbao Viscaya Argentaria (BBVA pro-forma), Banco Popular, La Caja de Ahorros de Barcelona (La Caixa), La Caja de Ahorros de Madrid ;
- **États-Unis** : Citigroup, JP Morgan Chase, Bank of America Corporation, Bank One Corporation, Wells Fargo Corporation ;
- **France** : Groupe Crédit agricole, BNP-Paribas (pro-forma), Société générale, Crédit lyonnais, Groupe Banques populaires ;
- **Italie** : San Paolo - Imi, Intesa BCI (pro-forma), Unicredito Italiano, Banca di Roma, Banca Monte dei Paschi di Siena ;
- **Japon** : Bank of Tokyo-Mitsubishi, Sakura Bank Limited, Sumitomo Bank, Dai-Ichi Kangyo Bank, Sanwa Bank ;
- **Royaume-Uni** : HSBC Holdings Plc, Barclays Bank Plc, Royal Bank of Scotland Group, Lloyds TSB Group Plc, Abbey National Plc ;
- **Suisse** : Union Bank of Switzerland (UBS), Crédit Suisse Holding (CS Holding), Zürcher Kantonalbank, Union Suisse des Banques, EFG Bank European Financial Group.

Avertissement

Les comparaisons de niveau entre pays sont délicates dans la mesure où la concentration du système bancaire varie fortement d'un pays à l'autre : ainsi, les cinq premières *banques américaines* représentent une moins grande part de l'activité totale des établissements de crédit dans ce pays que les cinq premières *banques françaises*.

Il convient donc d'analyser plutôt l'évolution des soldes que leur niveau.

LA COMPARAISON DES RÉSULTATS ET DE LA RENTABILITÉ

L'étude porte sur les comptes de résultats **consolidés** des exercices 1999 et 2000, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les **banques japonaises**, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars 11.

Le changement du contenu de la base de données de référence et les retraitements comptables intervenus depuis deux ans dans différents pays peuvent contribuer à expliquer que les données 1999 de l'étude 2000 s'écartent éventuellement des données 1999 de l'étude 1999 (publiée dans le Bulletin Commission bancaire de novembre 2000).

La disparité des règles comptables et des modes de présentation des soldes intermédiaires de gestion d'un pays à l'autre a rendu nécessaire un retraitement des données : des catégories suffisamment proches ont été identifiées à partir des états financiers détaillés et regroupées en agrégats homogènes (produit net d'intérêt, charges d'exploitation, dotations aux provisions...).

Ces regroupements ont ensuite permis d'établir des soldes intermédiaires de gestion aussi proches que possible des catégories retenues par le Secrétariat général de la Commission bancaire 12 et familières à l'analyste français : produit net bancaire, résultat brut d'exploitation, résultat courant avant impôt, résultat net.

Les soldes intermédiaires de gestion sont ainsi définis.

Le **produit net bancaire** comprend la marge nette d'intérêt et les autres revenus d'exploitation bancaire.

Le **résultat brut d'exploitation** se déduit du produit net bancaire en retirant les charges d'exploitation (comprenant en particulier les frais de personnel). Le résultat brut d'exploitation prend également en compte les produits et charges d'exploitation non directement bancaires, telles que la gestion d'un portefeuille de participation ou d'un patrimoine immobilier (le résultat brut d'exploitation inclut en particulier les quotes-parts dans le résultat des sociétés consolidées par la méthode de mise en équivalence).

Le **résultat courant après provisions** se déduit du résultat brut d'exploitation en retirant les dotations nettes aux provisions (principalement les provisions pour dépréciation d'actifs).

Le **résultat net** prend en compte les éléments exceptionnels et la fiscalité.

S'agissant de comptes consolidés, les données incluent la part correspondant aux intérêts minoritaires.

L'analyse de la rentabilité s'appuie également sur les ratios bénéfice net global/capitaux propres et bénéfice net global/total de l'actif.

L'efficacité de l'utilisation des fonds propres est appréciée par le ratio produit net bancaire/capitaux propres.

Cours de change

Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données présentées ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats.

Naturellement, les pourcentages de variation d'une année sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

11 Pour les **banques japonaises**, les comptes apparaissant sous les rubriques 1999 et 2000 sont respectivement arrêtés aux 31 mars 2000 et 31 mars 2001.

12 Voir Bulletin de la Commission bancaire n° 10 d'avril 1994.

Les cours retenus sont les suivants.

	EUR 31/12/1999	EUR 31/12/2000	EUR 1999 Cours moyens	EUR 2000 Cours moyens
1 CHF	0,6223	0,6586	0,6242	0,6422
1 GBP	1,6000	1,5881	1,5172	1,6422
100 JPY (*)	0,9713	0,9053	0,8422	0,9966
1 USD	0,9950	1,0612	0,9381	1,0824

Pour le yen, cours au 31 mars et cours moyens sur la période 31 mars année n – 31 mars année n + 1.

Source : Reuters – Secrétariat général de la Commission bancaire

ANNEXE 2

(en milliards d'euros et en pourcentage)	Allemagne		Espagne		États-Unis		France		Italie		Japon		Royaume-Uni		Suisse	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000
Capitaux propres	74,5	90,6	41,6	63,2	170,5	213,6	77,2	86,9	40,0	45,7	115,6	105,0	102,6	145,1	43,5	62,5
Produit net bancaire	44,5	56,4	25,2	30,6	145,0	188,8	50,4	57,7	28,5	33,7	44,7	58,4	71,9	83,8	35,7	48,9
Produit net bancaire/capitaux propres (en %)	59,9	62,3	60,5	48,4	85,0	88,4	65,2	66,3	71,2	73,8	38,6	55,6	70,1	57,8	82,1	78,3
Résultat brut d'exploitation	10,7	13,4	9,1	11,4	54,5	65,8	15,6	18,8	9,4	12,5	19,8	26,2	31,3	38,5	8,5	12,4
Coefficient net d'exploitation (en %)	76,0	76,2	64,1	62,8	62,4	65,2	69,1	67,3	66,9	63,0	55,7	55,1	56,5	54,0	76,3	74,7
Résultat courant après provisions	5,1	8,9	7,1	8,9	46,7	50,6	11,6	15,1	5,4	8,9	- 0,8	3,2	26,1	34,0	7,1	11,8
Dotations nettes aux provisions d'exploita- tion/produit net bancaire (en %)	12,6	8,1	7,8	8,3	5,4	8,0	7,8	6,4	14,2	0,7	46,2	39,4	,2	5,4	3,9	1,1
Bénéfice net.....	5,5	9,8	6,0	8,0	30,8	32,9	9,4	12,6	5,3	5,9	3,4	-0,4	18,9	22,2	7,7	9,0
Bénéfice net/capitaux propres (en %)	8,1	11,9	15,4	15,3	19,5	16,9	12,6	15,4	13,3	13,7	3,4	- 0,3	20,9	18,8	18,3	17,1
Bénéfice net/total actif (en %)	0,25	0,36	0,99	1,09	1,34	1,21	0,49	0,62	0,65	0,65	0,16	- 0,01	1,05	1,11	0,70	0,69

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire